

Bien communiquer sur les réseaux sociaux et éviter les bad buzz

Webinaire – 23 juin 2021





Nos invités

Vincent PITTARD

Formateur et consultant spécialisé en e-réputation et en stratégie digitale Réputation 365



Jacques ENGLEBERT

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles et avocat spécialisé en droit des médias



Menu de la séance

01		Communication digitale : ce qui change dans ma communication	
02		Bad buzz : comprendre la mécanique pour les éviter	
03		Réseaux sociaux : comment anticiper les risques ?	
04	>	Quelles lois et responsabilités s'appliquent sur les réseaux sociaux ?	
05		Une rumeur, une accusation : comment réagir ?	
06	>	Charte de Community Management : un GPS indispensable	





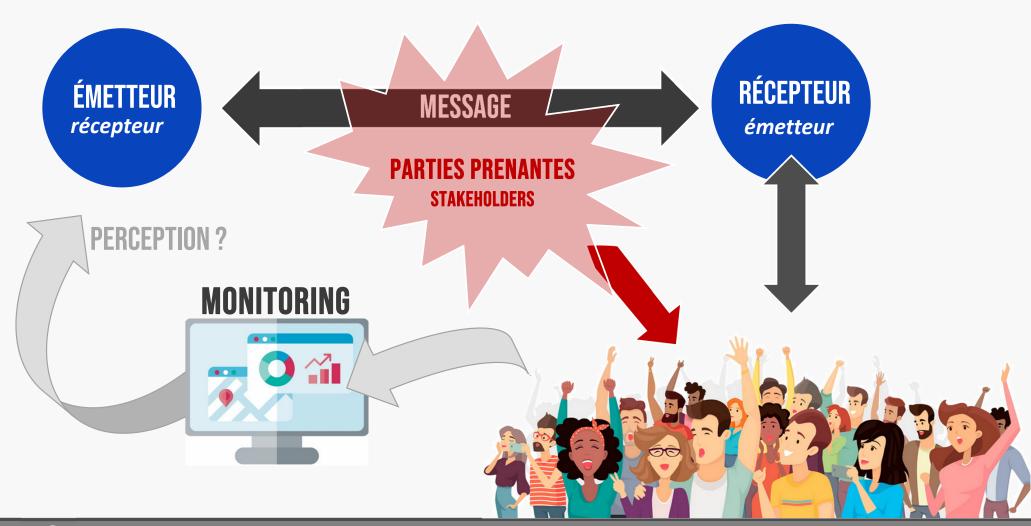
Communication digitale : ce qui change dans ma communication

Vincent PITTARD

Formateur et consultant spécialisé en e-réputation et en stratégie digitale Réputation 365









- plus réactif que Google Alerts
- blogs, forums, sites d'actualité et Twitter
- filtres sur les sources ou les langues
- opérateurs booléens (OR, AND)
- gratuit
- www.talkwalker.com/fr/alerts



https://mention.com

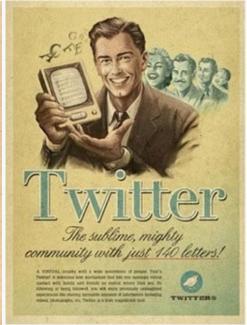
COMMUNICATION 2.0 TOUT A CHANGÉ MAIS RIEN N'A CHANGÉ

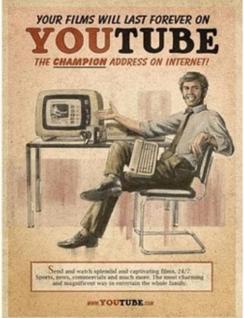
objectifs cible message canaux

...et pas l'inverse!













Bad buzz : comprendre la mécanique pour les éviter

Vincent PITTARD

Formateur et consultant spécialisé en e-réputation et en stratégie digitale Réputation 365



BAD BUZZ ? CRITIQUE ? RUMEUR ? ACCUSATION ? RÉVÉLATION ?

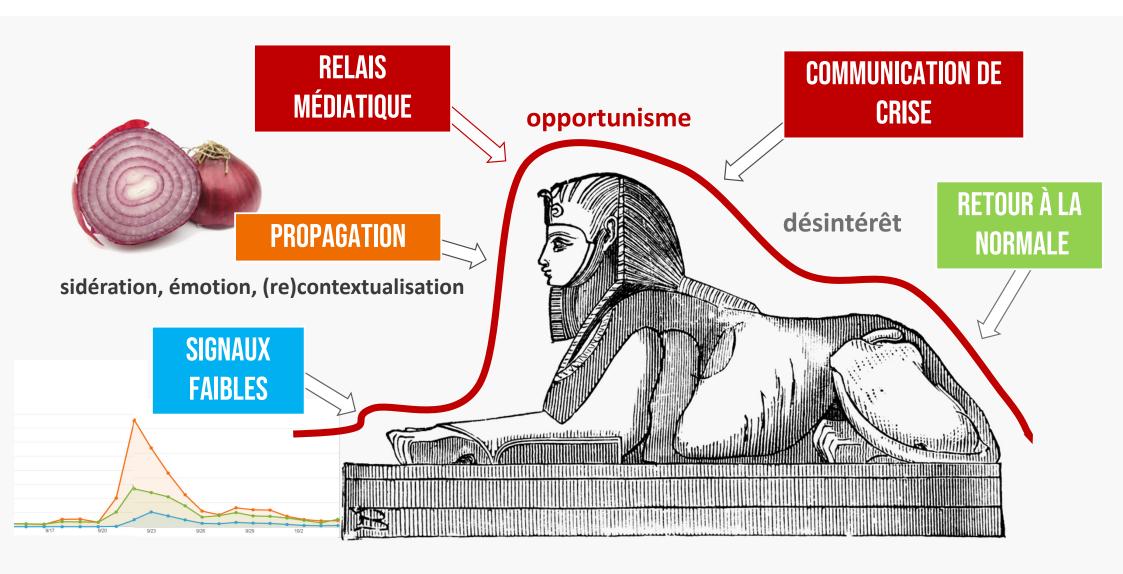
Erreur #1 surestimer ou sous-estimer

Erreur #2 méconnaitre son écosystème

Erreur #3 se contredire





















Réseaux sociaux : comment anticiper les risques ?

Vincent PITTARD

Formateur et consultant spécialisé en e-réputation et en stratégie digitale Réputation 365



CHACUN EST DEVENU UN MÉDIA

DANS 8 CAS SUR 10,

LE PERSONNEL EST À L'ORIGINE DU BAD BUZZ

















Anticipez « en temps de paix »

QU'EST-CE QUI POURRAIT BLOQUER LE BON FONCTIONNEMENT DE NOTRE ORGANISATION ET AVOIR UN IMPACT SUR NOTRE IMAGE ?

DANS NOS LOCAUX

accident, contamination, rappel de produit, piratage, panne, faillite, fraude, condamnation pénale, ...

- voilà ce qui pourrait se passer :
- voilà comment sensibiliser en amont :
- voilà ce que je dirais en cas de crise :

DANS NOS ÉQUIPES

grèves, burn-out en série, démission en série, absence de diversité, plafond de verre, harcèlement, ...

- voilà ce qui pourrait se passer :
- voilà comment sensibiliser en amont :
- voilà ce que je dirais en cas de crise :

DANS NOS MISSIONS

clients insultés ou agressés, rumeurs, faute/erreur/oubli, communication jugée sexiste ou raciste, ...

- voilà ce qui pourrait se passer :
- · voilà comment sensibiliser en amont :
- voilà ce que je dirais en cas de crise :

DANS NOTRE ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

confinement, faillite fournisseurs, catastrophe naturelle, nouvelle règlementation, OPA, rachat, ...

- voilà ce qui pourrait se passer :
- voilà comment sensibiliser en amont :
- voilà ce que je dirais en cas de crise :



IMAGINEZ DES SCENARII PLAUSIBLES ET VOS MESSAGES PRÉVENTIFS PUIS DE CRISE



Quelles lois et responsabilités s'appliquent sur les réseaux sociaux ?

Jacques ENGLEBERT

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles
Avocat spécialisé en droit des médias
(www.englebert.info)



L'expression sur les réseaux sociaux est soumise au droit commun

- Expression privée ou expression publique ?
 - Les réseaux sociaux sont rarement des espaces « privés »
- Quand l'expression publique est-elle fautive ?
 - Délits: injure, calomnie et diffamation, harcèlement,...
 - Fautes civiles : violation de la vie privée, atteinte à l'honneur, dénigrement commercial,...



Poursuites pénales et civiles (1)

- S'il s'agit de l'expression d'une opinion par écrit = délit de presse
 - Une opinion (juridictions de fond >< Cour de cassation)
 - Une expression publique
 - Un écrit (en ce compris numérique) (art. 25 Constitution + Cass. 6 avril 2012)
 - → Compétence du jury d'assises! (art. 150 de la Constitution)
 - → Impunité de fait (mais cela évolue)

Actuellement en discussion au Parlement : projet de réforme art. 150 C. (doc. parl., Chambre, n° 55 1791/001)



Poursuites pénales et civiles (2)

- S'il s'agit de l'expression par une vidéo, une photographie, une image, un dessein : délit de droit commun
 - → Compétence du tribunal correctionnel

Actuellement en discussion au Parlement : projet de réforme art. 25 C. (doc. parl., Chambre, n° 55 1790/001)



Poursuites pénales et civiles (3)

- L'auteur de propos fautifs ou délictueux peut être poursuivi devant les tribunaux civils : actions en dommages et intérêts
 - → faute + dommage + lien causal

L'expression est protégée par l'article 10 de la Convention européenne

Il ne peut y avoir d'ingérence dans la liberté d'expression que si :

- prévue par la loi
- poursuit un but légitime
- est nécessaire dans une société démocratique et proportionnée

L'expression qui porte sur un sujet d'intérêt général bénéfice d'une protection accrue : chien de garde de la démocratie





Une rumeur, une accusation : comment réagir ?

Vincent PITTARD

Formateur et consultant spécialisé en e-réputation et en stratégie digitale Réputation 365



DES AVIS NÉGATIFS ? QUE FAIRE ?

Un premier diagnostic : critique compréhensible, de mauvaise foi ou illicite ? Impact sur la mission

LE RÂLEUR LÉGITIME

- Répondez-lui, il est dans votre public cible. Et quand une personne parle, 50 personnes silencieuses regardent ... et Internet archive tout
- Soyez empathique mais ne reconnaissez pas publiquement des erreurs, contactez-le en privé
- En public, restez dans la limite de la discrétion professionnelle, quitte à faire des allusions sans donner de détails sur son cas

LE CRITIQUE CASSE-PIEDS

- Reconnaissez que ses critiques ou propositions peuvent vous permettre d'améliorer votre relation avec votre public
- Ne promettez pas quelque chose juste pour avoir la paix, il risque de revenir

LE POLÉMISTE ASCENDANT TROLL

- Il est excessif, agressif et se décrédibilise lui-même ? Ne répondez pas (surtout si vous avez beaucoup d'avis en ligne)
- Il va trop loin (mensonge, volonté de nuire), rappelez-lui publiquement et sans agressivité les règles d'usage sur Internet
- Il vous harcèle ? Signalez-le au responsable du site. Exercez votre droit d'opposition (art. 21 du RGPD). Contactez un avocat.

Ne répondez pas à chaud ou sous le coup de la colère (dans les 48h c'est bien) Une question ou une interpellation publique nécessite une réponse publique





Charte de Community Management : un GPS indispensable

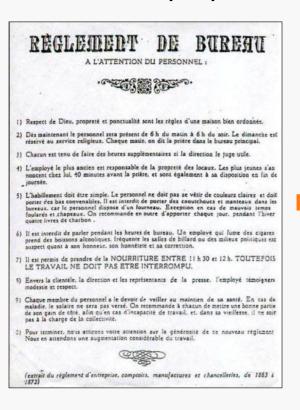
Vincent PITTARD

Formateur et consultant spécialisé en e-réputation et en stratégie digitale Réputation 365



SENSIBILISER ET ACCOMPAGNER LE PERSONNEL

Interdire, expliquer, encadrer











En conclusion et...



pour aller plus loin



Nos webinaires en replay

Budget participatif, comment mobiliser les forces vives et communiquer en temps de crise ? http://uvcw.be/espaces/formations/922.cfm



Cycle de formations UVCW en Communication

- Assurer la bonne présence de mon organisation sur les réseaux sociaux – 1 journée (25/06/21)
- Personnalité publique/politique : maîtriser votre e-réputation – 3 heures (07/10/21)

http://www.uvcw.be/formations/ateliers/10



Réseau UVCW des communicateurs locaux

http://reseaux.uvcw.be/com/



Votre espace eCampus

Procédure de connexion :

https://vimeo.com/518713611/f3c95176c9



Comment réprimer les excès de l'expression sur les réseaux sociaux ?

Extrait d'une note d'observations par Jacques Englebert

https://www.uvcw.be/no_index/files/6438-note-sous-cass-2020-10-07-rdti--extraits-.pdf



Merci pour votre participation!

Nous revenons vers vous pour...



Vous permettre de revoir le webinaire

À bientôt!